

LE COMMENTAIRE DE FRANÇOIS BOURGUIGNON

Pendant la crise, le rattrapage continue

Les prévisions récentes de la Commission européenne et du Fonds monétaire international assombrissent considérablement le paysage économique mondial par rapport à ce qui était attendu il y a à peine trois mois. L'économie mondiale devrait connaître en 2009 sa pire performance depuis la dernière guerre et les pays développés leur pire récession. Quant aux économies émergentes et en développement, les nouvelles prévisions sont aussi beaucoup moins optimistes. La crise aura un impact négatif substantiel sur leur croissance. Pour l'économie mondiale comme pour elles-mêmes, il eût certes mieux valu que la crise épargne les économies en développement. C'est ce qu'anticipaient ceux qui croyaient que les progrès rapides des économies émergentes leur assureraient un certain découplage par rapport à la conjoncture des économies développées. Mais comment imaginer qu'il en soit ainsi étant donné la force des liens économiques internationaux dans ce « monde en voie de mondialisation » ?

Pour autant, il n'est pas exact de considérer que toutes les économies seront également affectées par la crise. En comparant les prévisions négatives faites pour 2009 à la croissance enregistrée durant la dernière décennie, on estime aujourd'hui que le PIB des économies du Nord sera amputé de 4 à 5 points de PIB. Selon le FMI, l'impact sera à peu près comparable pour le reste du monde. A une grande différence près, cependant : le revenu réel moyen par habitant régressera significativement dans les pays développés, tandis qu'il devrait continuer de progresser dans les économies émergentes et en développement. Bien entendu, les perspectives ne

sont pas uniformes. Grâce à l'importance de leur marché intérieur, la Chine et l'Inde devraient poursuivre leur marche rapide en avant avec une croissance de 4 à 6 % du PIB par habitant, contre une progression aux alentours de 1,5 % en Afrique et légèrement au-dessus de zéro au Brésil. Autrement dit, ce n'est pas dans la variabilité à court terme de l'activité qu'il faut chercher un découplage dans l'économie mondiale, mais bien dans la tendance à moyen terme des croissances du niveau de vie.

En 2009, le revenu par tête baissera dans les pays développés, tandis qu'il devrait continuer de progresser ailleurs.

En moyenne, le rattrapage des économies avancées par les économies plus pauvres, qui est apparu dans l'économie mondiale au tournant du millénaire, devrait donc résister à la crise. Après correction par les parités de pouvoir d'achat, le revenu par habitant était dix fois plus élevé dans les pays riches que dans les pays en développement il y a une dizaine d'années ; il devrait être seulement sept fois plus élevé à la fin de cette année. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que la crise n'aura finalement joué qu'un rôle mineur dans cette évolution ; 2009 sera probablement dans le prolongement du « trend » de la décennie précédente.

Doit-on penser alors que ce processus de rattrapage est dû à des circonstances particulières qui disparaîtront au moment de la récupération, lorsque l'économie mondiale s'installera sur un nouveau che-

min de croissance ? Rien n'est moins sûr. Il est peu envisageable que le processus de mondialisation, qui explique une grande partie du rattrapage, puisse s'interrompre sans une restructuration drastique et coûteuse de l'activité économique mondiale. La crise en cours pourrait même renforcer certains mécanismes de rééquilibrage en faveur des économies émergentes. C'est le cas par exemple de la substitution de la demande des pays riches vers des produits meilleur marché et de moindre qualité produits en Asie ou des délocalisations des

entreprises du Nord soucieuses de diminuer leurs coûts dans un environnement économique qui restera fragile un certain temps.

Le mouvement de réduction de la pauvreté, en termes absolus ou en termes relatifs par rapport aux pays riches, enclenché il y a déjà une vingtaine d'années semble donc pouvoir continuer, même si ce rattrapage pourrait se faire à un rythme plus lent pendant un certain temps. Toute prévision est cependant aujourd'hui particulièrement hasardeuse. Empêcher que ce ralentissement ne se transforme dans certains cas en une aggravation de la pauvreté exigera donc une surveillance continue étroite de la part des dirigeants et observateurs du monde en développement.

François Bourguignon est directeur de [Paris School of Economics](#).